

## L'influence de la chute de l'URSS sur l'Europe

---

### Introduction :

Après trois décennies de guerre froide, la tension semble redescendre en Europe entre les deux blocs au milieu des années 1970. Des deux côtés du rideau de fer, les sociétés se tournent vers de nouvelles perspectives plus pacifiques, qu'elles soient économiques ou culturelles. En Europe, on assiste à une libéralisation culturelle, sociale et économique (conséquence des mouvements de 1968) dans les années 1970 et 1980. Les sociétés européennes, en pleine désindustrialisation, se tournent vers d'autres perspectives, offertes par le projet européen et la mondialisation. De l'autre côté du rideau de fer, les sociétés réclament une émancipation toujours plus importante, et l'URSS, incapable de réitérer sa politique répressive, est contrainte d'entrouvrir la porte aux politiques libérales. Cependant, les libertés laissées aux États satellites d'Europe de l'Est vont précipiter la chute du bloc.

Nous verrons dans ce cours comment l'affaiblissement de l'URSS offre de nouvelles perspectives en Europe, avec la démocratisation de l'Europe méridionale (du sud) et l'intégration de plus en plus de pays au projet européen. Puis nous verrons comment l'effondrement de l'URSS aux niveaux géopolitique et économique redessine un nouveau continent européen.

### 1 | De nouvelles perspectives en Europe

La baisse des tensions entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est permet à l'Europe d'envisager de nouvelles perspectives : la démocratie représentative de l'Ouest prend de l'ampleur, notamment après la mort de Franco en Espagne (1975), tandis que la CEE s'agrandit significativement après l'intégration de la Grande-Bretagne (1973), membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU.



## a. La fin des logiques de la guerre froide en Europe méridionale

Dans les années 1970, parallèlement à la baisse des tensions entre les deux blocs, on assiste à une démocratisation de l'Europe méridionale. Jusqu'alors tenus par la politique de l'endiguement contre la menace communiste, l'Espagne, le Portugal et la Grèce remettent en cause les régimes autoritaires. Bien souvent, ces régimes bénéficiaient du soutien des États-Unis, qui ne souhaitent surtout pas voir l'URSS et ses alliés menacer l'Alliance Atlantique (OTAN) sur les rives de la Méditerranée.



L'endiguement (en Anglais « *containment* ») est une doctrine de politique étrangère américaine mise en place après le plan Marshall et visant à maintenir l'URSS et ses alliés communistes dans les limites géographiques de 1947.

L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) est un traité politico-militaire de grande échelle signé en 1949 signé entre, originellement, les USA, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Canada. Chacun des signataires apporte sa contribution financière, humaine et technique afin de garantir la sécurité à l'ensemble des alliés membres de l'Alliance.

La Grèce connaît dès le début de la guerre froide les premiers affrontements entre occidentaux et communistes, lors de la **guerre civile grecque** (1946-1949). À l'issue de celle-ci, le pays a perdu environ 8 % de sa population, entre la Seconde Guerre mondiale puis le conflit qui s'en est suivi.

Avec le début de la guerre froide, des militants et grévistes sont arrêtés et torturés et des communistes convaincus sont condamnés à mort par des tribunaux d'exception, autrement dit des tribunaux qui n'existent que pour ce type de procès, en dehors de tout cadre démocratique. Le parti conservateur, quant à lui, est vainqueur de toutes les élections depuis 1947 et tient le pays d'une main de fer jusqu'en 1967, avec la crainte permanente d'une manifestation hostile de la Turquie.

À partir de cette date, le pays est dirigé par une **junte**, c'est-à-dire un gouvernement autoritaire et militaire, appelée la **dictature des colonels**. Cette prise de pouvoir est à la fois le fait d'une économie atone, d'un régime politique (monarchie constitutionnelle) qui n'est pas capable de

redresser le pays ni d'empêcher la fuite de ses élites et de sa main d'œuvre et enfin d'une corruption endémique.

La junte est un régime ultranationaliste, qui décide de tenter une annexion de Chypre à la Grèce, selon la **doctrine de l'Enosis**. Signifiant « union » en grec, il s'agit de réussir à unifier la Grèce continentale et toutes les îles où la population hellène est majoritaire. Cette tentative de la junte échoue et en réaction, le 20 juillet 1974, la Turquie, qui se pose comme garante des intérêts de la population turque présente sur l'île, envahit Chypre et en annexe le Nord. L'**invasion turque de Chypre** conduit la dictature des colonels dans l'impasse et en novembre des élections marquent le retour de la démocratie en Grèce.

Dans la péninsule ibérique, deux dictatures en place depuis les années 1930 et alignées dans le camp occidental connaissent un destin similaire : le Portugal et l'Espagne.

Au Portugal, la mort du dictateur **Salazar** en 1970 laisse entrevoir de nouvelles opportunités pour les nouvelles générations, qui contestent également les guerres menées contre les indépendantistes dans les colonies africaines. Le 25 avril 1974, au terme de la **Révolution des œillets**, le peuple portugais fait tomber l'Estado Novo (la dictature en place depuis 1933) et engage une transition vers la démocratie avec **Mario Soares**, qui ouvre aussi la voie à la décolonisation.



Dans l'Espagne voisine, c'est également la mort d'un dictateur qui va permettre une transition vers la démocratie. Au pouvoir depuis 1936 grâce à la **guerre civile** de 1936-1939, **Franco**, pourtant très proche de l'Axe fasciste, réussit à conserver son pouvoir après la Seconde Guerre mondiale en rejoignant le camp occidental, par aversion pour les communistes. À sa mort en 1975, Franco désigne l'héritier du trône d'Espagne, **Juan Carlos de Bourbon**, comme nouveau chef d'État, rétablissant de fait la monarchie.

Une fois sur le trône, Juan Carlos opère une transition démocratique en nommant **Adolfo Suarez** au poste de Premier ministre et en permettant la tenue, dès 1977, des premières élections démocratiques depuis 1936. Bien que secouée par les revendications indépendantistes basques de l'**ETA** (Euskadi ta askatasuna : Nation basque et liberté) qui mène de nombreux attentats, et par la pression des franquistes, qui refusent le retour à la démocratie et intentent même un **coup d'Etat le 23 février 1981**, l'Espagne de Juan Carlos rétablit la démocratie et s'insère dans l'espace européen en construction.

## b. L'élargissement de la CEE

Fondée autour des Six, la **Communauté Économique Européenne (CEE)** née en 1957 avec le **traité de Rome** est bloquée dans les années 1960 par la **politique de la chaise vide** de De Gaulle. Décidé à conserver la mainmise sur la CEE et à empêcher toute intégration du Royaume-Uni, le président français choisit de bloquer toute avancée et tout élargissement du projet de la CEE.



### Définition

#### Les Six :

Ce terme désigne les six États signataires du Traité de Rome, et donc fondateurs du projet politique européen : la France, l'Allemagne de l'Ouest (RFA), l'Italie, La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Les successeurs de De Gaulle, les présidents français Georges Pompidou (1969-1974), Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) et François Mitterrand (1981-1995) opèrent une politique européenne différente, tournée vers l'approfondissement et l'élargissement de la CEE. C'est ainsi que dès 1973 a lieu le **premier élargissement de la CEE** à trois pays, le Danemark, l'Irlande et le Royaume Uni.

Outre les enjeux économiques, les pays européens souhaitent favoriser la baisse des tensions en Irlande du Nord, où le groupe nationaliste **IRA** mène des actions de terrorisme contre les autorités britanniques.

Il s'agit en effet de la seule guerre civile concernant un pays de la CEE et, de plus, le reste de l'Europe de l'Ouest est fortement secoué, au cours des

années 1970, par des actions terroristes éparses : **Fraction Armée Rouge** en Allemagne, **Brigades Rouges** en Italie ou **Gauche prolétarienne** en France. De plus, l'émergence d'un **terrorisme** venu du Proche-Orient secoue lui aussi le vieux continent, notamment lors des attentats aux Jeux de Munich de 1972 où des athlètes et entraîneurs de l'équipe israélienne sont pris en otage puis abattus par des membres de **Septembre Noir**, groupuscule nationaliste palestinien.

Autour du couple franco-allemand, l'Europe souhaite projeter une image d'unité face au monde de la guerre froide.



### Couple franco-allemand :

Expression désignant la proche collaboration entre les Présidents de la République français et les chanceliers allemands pour décider conjointement de l'avancée des projets européens.



Ainsi, entre 1977 et 1987, lors de la **crise des Euromissiles**, les Européens affichent un front uni face au déploiement de missiles balistiques soviétiques en Europe de l'Est (cf. partie suivante du cours). Protégée par l'OTAN et la puissance de feu américaine, la CEE apparaît alors comme un renforcement de l'unité européenne, attirant de plus en plus de candidats, notamment les anciennes dictatures d'Europe méridionale. Ainsi, la Grèce intègre la CEE en 1981, rejointe par l'Espagne et le Portugal en 1986. Le projet européen, de plus en plus développé, fédère les peuples en quête de liberté et de démocratie. Pour eux, la CEE, fondée sur le principe de



démocratie, est une garantie de paix et de démocratie, permettant ainsi de tourner irrémédiablement la page des dictatures et régimes autoritaires.

### La diffusion du libéralisme dans l'économie, la culture et la société

Suite aux deux **chocs pétroliers** de 1973 et 1979, l'Europe doit réinventer son modèle économique. Tous les pays européens doivent se résigner à la fin des Trente glorieuses et ainsi faire face à la **stagflation** et à la **désindustrialisation**. De plus, les économies doivent faire face à des progrès technologiques révolutionnaires, notamment ceux liés au développement de l'informatique et de l'automatisation. Après l'échec de plusieurs tentatives de relances économiques, les Européens se cherchent donc un nouveau modèle.



#### Définition

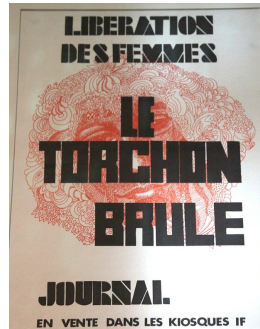
#### Stagflation :

Terme économique issu d'un anglicisme. Il désigne une période durant laquelle l'activité, la production et donc la croissance stagnent tandis que les prix augmentent et connaissent donc une inflation.

Progressivement, ils vont adopter le **néolibéralisme** proposé par Margaret Thatcher au Royaume-Uni. Promue par les économistes Milton Friedman et Friedrich Hayek, de l'école de Chicago, la vision néolibérale promeut la fin de l'État providence par le désengagement de l'État de l'économie, des privatisations massives, la promotion de l'économie de marché et de la libre entreprise. Adopté par tous les pays de la CEE, à des degrés divers cependant, au cours des années 1980, le néolibéralisme rejoint les aspirations culturelles et sociétales d'une société européenne en mutation, qui réclame plus de liberté et moins de barrières.

Depuis la fin des années 1960, les nouvelles générations européennes et américaines réclament des sociétés moins rigides, plus libres et permettant l'épanouissement individuel. Cette génération issue du **Baby-Boom** demande une plus grande ouverture culturelle et la libéralisation médiatique, avec tout d'abord le mouvement des **radios libres** dans les années 1970, qui se poursuivra par la privatisation des chaînes de télévision dans les années 1980.

Les nouvelles générations s'emparent de nouveaux combats sociétaux, notamment liés aux droits des femmes. Les **mouvements féministes** s'organisent et parviennent à obtenir dans de nombreux pays le droit à la contraception et à l'avortement (en 1973 aux États-Unis, par l'arrêt *Roe v. Wade* de la Cour suprême ; en 1975 en France par la Loi Veil).



Ces changements dans les pays d'Europe occidentale permettent de proposer un nouveau modèle de société, promouvant la liberté, la démocratie et l'épanouissement individuel, à l'opposé des sociétés de l'Europe de l'Est, encore sous le coup de la dictature des régimes communistes.



### Mouvements féministes :

Mouvements qui se battent pour les droits des femmes et contre les inégalités entre hommes et femmes.

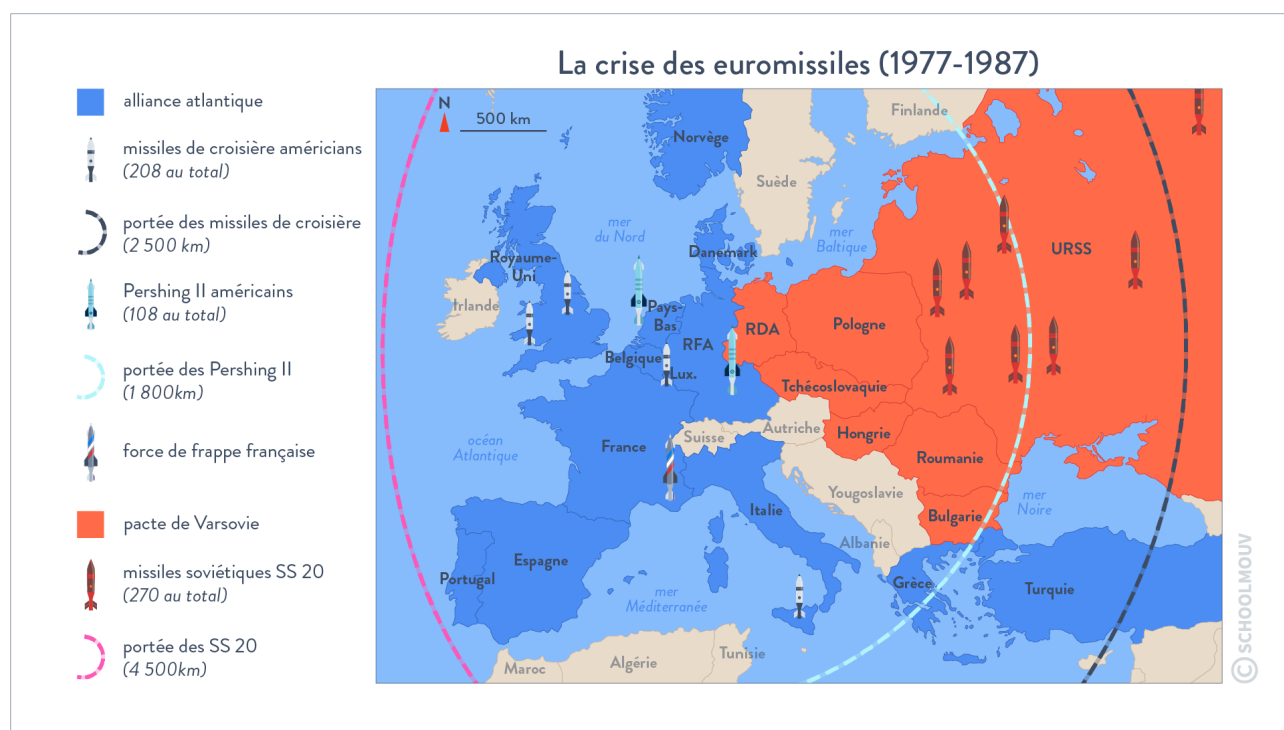
## 2 | L'effondrement de l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est

En Europe de l'Est, l'affaiblissement progressif de l'URSS permet aux nouvelles générations d'espérer des changements radicaux et voire même d'imaginer la fin de la guerre froide.

### a. La guerre fraîche et la réforme

À partir de 1975, convaincu de la faiblesse militaire américaine, caractérisée par l'enlisement de la guerre du Viêtnam, le premier secrétaire de l'Union Soviétique **Leonid Brejnev** entreprend de mettre fin à la stratégie de la

Détente pour remettre la pression sur l'Europe de l'Ouest. Cette période, appelée la **guerre fraîche** (1975-1985), culmine avec la **crise des euromissiles** (1977-1987). Profitant de failles dans les accords de désarmement stratégique SALT (1972), Brejnev installe des missiles balistiques en Europe de l'Est. La découverte des plans de Moscou par les Occidentaux entraîne une campagne médiatique antisoviétique et se conclut par l'installation de missiles américains en Europe, constituant ainsi un bouclier antimissile.



Les accords SALT de 1972 (*Strategic Arms Limitation Talks*) sont signés conjointement par le Président Américain Richard Nixon et par le premier secrétaire de l'Union Soviétique, Leonid Brejnev. Ils visent à réduire notablement les armes balistiques offensives dans le cadre du traité de non-prolifération (TNP) des armes nucléaires signé par les deux puissances en 1968. Ces accords SALT I furent suivis des accords SALT II de 1979, qui furent conclus mais jamais ratifiés.

En Europe de l'Est, alors que la population est capable de capter les radios occidentales et de s'informer sur des canaux d'information alternatifs, les régimes dictatoriaux des démocraties populaires et la domination soviétique sont de plus en plus contestés.

En 1980, dans les chantiers navals polonais de Gdansk, le syndicat



**Solidarność** mène une grève générale contre l'autoritarisme et pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Dirigé par le charismatique **Lech Wałęsa**, le mouvement prend de l'ampleur et cristallise le rejet du régime communiste. Si l'URSS avait pris l'habitude d'intervenir contre les rebellions dans les pays de l'Est, la répression est cette fois exclue du fait du soutien au mouvement du nouveau pape **Jean Paul II**, lui-même de nationalité polonaise et farouche soutien à Solidarność. Durant toute la décennie des années 1980, le syndicat vit dans une certaine clandestinité. Mais de nouvelles grèves entamées en 1988 obligent le **général Jaruzelski** (chef du gouvernement), à ouvrir le dialogue avec Solidarność et à organiser des élections parlementaires en 1989. Ces dernières voient le triomphe de Lech Wałęsa et de ses alliés.

En URSS, Brejnev meurt en 1982, remplacé par Iouri Andropov. Ce dernier décède en 1984. Son successeur, Konstantin Tchernenko, connaît le même sort en 1985. Finalement, le réformiste **Mikhaïl Gorbatchev** accède au Kremlin (le bâtiment où officie le pouvoir en Russie).



Confronté à une économie en difficulté et à l'enlissement de son armée en Afghanistan (conflit ayant eu lieu entre 1979 et 1989), Gorbatchev entreprend une ouverture de l'économie soviétique à l'économie de marché et un allègement du poids du pouvoir, notamment en acceptant la réunification allemande. Les deux axes de cette politique réformistes sont le **Glasnost** (transparence) et la **Perestroïka** (restructuration). Cette politique ouvre progressivement le pays et également les pays satellites d'Europe de l'Est au capitalisme occidental, mais au lieu de sauver le système soviétique, il accélère sa chute. De plus, en 1986, l'URSS s'attire les foudres de tous les pays européens après la **catastrophe nucléaire de Tchernobyl**, qui contamine une large partie du continent de résidus

atomiques. À la fin des années 1980, les populations des pays d'Europe centrale et de l'Est réclament plus que jamais la fin du rideau de fer et la fin des régimes communistes.



## Définition

### Catastrophe nucléaire de Tchernobyl :

Accident industriel dans la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, à Prypiat, dans l'actuelle Ukraine. L'explosion d'un réacteur le 26 avril 1986 a conduit à la plus grande catastrophe nucléaire de l'histoire.



### L'émancipation des démocraties populaires

L'effondrement du bloc communiste est assez rapide, puisqu'après l'émancipation des pays de l'Est, en l'espace de deux ans, entre 1989 et 1991, le bloc de l'Est se désagrège complètement. Les pays qui bordent le rideau de fer, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ont toujours été les plus rebelles et sujets à des révoltes, comme le prouvent l'insurrection de Budapest en 1956, celle de Prague en 1968 ou encore le mouvement Solidarność en Pologne.



### À retenir

En septembre 1989, la Hongrie est le premier pays à ouvrir ses frontières avec un pays occidental, l'Autriche. De ce fait, le pays crée un appel d'air pour de nombreux habitants des pays de l'Est, qui prétextent des vacances en Hongrie pour s'évader à l'ouest.

Le mois suivant, un mouvement de contestation est-allemand pousse **Erich Honecker**, dirigeant de la RDA de 1971 à 1989, à la démission.



### À retenir

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, la population de Berlin-Est commence à abattre le mur de Berlin, qui depuis 1961, marquait physiquement la séparation de la ville en deux. La chute rapide de ce

symbole de la guerre froide entrainera la réunification de l'Allemagne, en mai 1990.



Des élections libres ont finalement lieu en RDA le 18 mars 1990.

Toujours au cours de l'hiver 1989, la Tchécoslovaquie met fin à son régime communiste à l'issue d'une grève générale. Le 29 décembre, le pays se dote d'un gouvernement démocratique dirigé par **Václav Havel**. Deux ans plus tard, à l'issue de la **révolution de velours**, le pays est séparé en deux États, la Tchéquie et la Slovaquie.

Si les révolutions en Europe centrale sont en majorité pacifiques, il n'en est pas de même en Roumanie, où le régime de **Nicolae Ceaușescu** est renversé dans la violence. En effet, en réaction à des manifestations populaires qui réclament la fin de la dictature, Ceaușescu ordonne une féroce répression des manifestants. Malgré cette répression, le dirigeant roumain ne peut reprendre le contrôle du pays. Arrêtés par le peuple alors qu'ils tentaient de fuir, Ceaușescu et sa femme sont jugés sommairement puis exécutés.

Bien que non aligné sur l'URSS, le régime communiste de Yougoslavie fait aussi l'objet d'une fin violente. Le pays se démembre progressivement en plusieurs États-nations après l'accession au pouvoir du nationaliste serbe **Slobodan Milošević**. En effet, des tensions nationalistes et religieuses se font rapidement jour. Entre 1990 et 1999, le pays connaît plusieurs guerres, donnant naissance à 7 États (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Serbie, Monténégro et Kosovo).



## Le démembrement de l'URSS

Incapable de réagir face aux transitions démocratiques dans les démocraties populaires, l'Union Soviétique est aussi marquée par des mouvements indépendantistes. Les premiers pays à se proclamer indépendants de l'Union Soviétique sont les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) dès mars 1990.

Dans la République soviétique de Russie, l'accession à la présidence du Soviet Suprême de **Boris Eltsine**, un réformateur favorable au passage à l'économie de marché, accélère la désintégration de l'URSS. En 1991, Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie et Arménie proclament leur indépendance, mettant en péril l'existence même de l'Union Soviétique. Le 19 août 1991, certains membres conservateurs du Parti Communiste tentent un coup d'État. Boris Eltsine fait cependant échouer cette tentative. Dans les mois qui suivent, malgré les efforts de Gorbatchev pour transformer l'URSS en Communauté des États indépendants (CEI), 11 pays proclament leur indépendance, dont la République soviétique de Russie. Fin décembre 1991, l'URSS a complètement disparu. Gorbatchev se retrouve à la tête d'un pays qui n'existe plus et se retrouve contraint à la démission.

La chute de l'URSS et du bloc communiste en Europe centrale et orientale modifie brusquement la configuration géostratégique de l'Europe. Les anciens États du bloc de l'Est adoptent rapidement le capitalisme néolibéral et des régimes démocratiques. Les économies s'adaptent tant bien que mal à ces brusques changements, et découvrent le chômage de masse et la désindustrialisation à cause d'une brutale privatisation des secteurs productifs. En Russie par exemple, les oligarques prennent le contrôle de l'économie par le biais de systèmes mafieux. Nombreux sont alors les citoyens des pays ex-communistes qui choisissent de migrer en Europe occidentale, dans l'espoir de meilleures opportunités. Dans ces nouvelles démocraties, l'espoir d'intégrer la communauté européenne, devenue l'Union Européenne en 1992 reste un objectif pour tourner définitivement la page communiste.



### Définition

#### Oligarques russes :

Personnages puissants s'étant emparé de secteurs entiers de l'économie ex-soviétique dans les années 1990, par le biais de méthodes

mafieuses.

#### Conclusion :

Le continent européen a été profondément modifié par le bouleversement des équilibres dans les années 1970 e 1980. Avec la fin des logiques de la guerre froide et l'écroulement du bloc communiste, l'Europe affirme peu à peu son identité propre. Avec la CEE, l'Europe de l'Ouest présente un modèle occidental alternatif, intégrateur et promouvant un modèle de société libérale, où la culture et l'économie de libre marché peuvent prospérer sans contraintes extérieures ou intérieures. Le projet politique européen, au départ fondé autour de six États occidentaux, va progressivement s'étendre aux nouvelles démocraties d'Europe occidentale avant de tendre la main aux anciennes démocraties populaires d'Europe centrale et orientale, libérées de la tutelle soviétique.